



Plessis-Robinson : les organisations syndicales dénoncent la complaisance envers le racisme et les idées d'extrême droite !

La Maison des Arts du Plessis-Robinson, sous la responsabilité de la mairie, doit accueillir le 31 octobre prochain un rassemblement international consacré à la « remigration », organisé par Polémia, think tank identitaire fondé par Jean-Yves Le Gallou, ancien cadre du Front national.

Derrière ce terme se cache un projet idéologique raciste et xénophobe qui vise à désigner des populations comme indésirables en raison de leurs origines, de leur nationalité ou de leur appartenance réelle ou supposée à une culture.

Après l'attentat terroriste raciste survenu le 23 octobre dernier à Trappes et à La Verrière, accueillir un tel rassemblement témoigne d'une complaisance envers le racisme et contribue à banaliser les idées d'extrême droite, à attiser les divisions et à exposer davantage de personnes à la haine raciste.

Nos organisations syndicales demandent l'annulation de cet événement. Son maintien constituerait une compromission morale avec des idéologies racistes et xénophobes, en totale contradiction avec les valeurs d'égalité, de solidarité et de dignité humaine que nous défendons.

Dans nos entreprises, nos administrations, nos hôpitaux, nos transports et nos services, les travailleurs et travailleuses immigrés contribuent chaque jour à la richesse collective et au fonctionnement de notre société. Pourtant, ils et elles restent trop souvent confrontés aux discriminations, à la précarité et aux inégalités de traitement.

Cette situation est aggravée par les politiques menées depuis près de dix ans par les gouvernements successifs d'Emmanuel Macron. Les lois relatives à l'immigration de 2018 et de 2024, ainsi que la loi dite « séparatisme » de 2021, ont contribué à renforcer la stigmatisation des personnes issues de l'immigration, en particulier des personnes musulmanes ou perçues comme telles.

Ces choix politiques nourrissent les divisions, renforcent les préjugés et participent à la banalisation des discours racistes et xénophobes, en contribuant à leur donner une forme de légitimité dans le débat public.

En désignant les immigrés comme responsables des difficultés sociales, les théories de la « remigration » cherchent à opposer les travailleurs entre eux et à détourner les colères sociales. Nos organisations syndicales refusent cette logique : les inégalités et les injustices ne se combattent pas en stigmatisant une partie de la population, mais en renforçant les droits, l'égalité et les solidarités collectives.

Les lieux publics et culturels ne doivent pas devenir des tribunes pour des projets d'exclusion et de racisme.

Nos organisations syndicales réaffirment leur détermination à combattre le racisme, l'islamophobie, l'antisémitisme, la xénophobie et toutes les formes de discrimination.

Face à l'extrême droite et à ses idées, nos organisations syndicales défendront toujours une société fondée sur l'égalité des droits, la justice sociale et la solidarité.

Nanterre, le 28 octobre 2026